



Rasmata Pafadnam, membre de la coopérative Taffoga au Burkina Faso, arrosant son potager. © Andy Hall/Oxfam

RÉSILIENCE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Apprendre de l'expérience des organisations de femmes

La résilience implique bien plus que des remèdes d'ordre technique; elle exige une transformation sociale au sens le plus large. Les initiatives pour renforcer la résilience ne pourront avoir de retombées positives pour les femmes que si elles s'attaquent à l'inégalité des sexes et au fardeau disproportionné que portent les femmes vivant dans la pauvreté. Renforcer la résilience de façon durable exige d'aller au-delà du statu quo et de s'attaquer aux discriminations systémiques qui mettent les femmes à risque. La communauté internationale devrait reconnaître les organisations de femmes comme des partenaires précieux qui peuvent apporter une contribution unique aux politiques et aux pratiques de résilience.

1 INTRODUCTION

Le risque est à la hausse. Les conditions météorologiques sont de plus en plus imprévisibles, le nombre de catastrophes liées au climat a triplé au cours des trente dernières années, le prix des denrées alimentaires est de plus en plus volatil, et les sécheresses et les inondations cycliques se succèdent à un rythme de plus en plus rapproché dans certaines régions. Les milieux de la coopération internationale et de l'aide humanitaire ont répondu à cette tendance en s'attaquant aux facteurs sous-jacents du risque et en cherchant à renforcer la résilience des individus et des communautés face aux chocs et aux pressions extérieures¹.

Le travail d'Oxfam sur la résilience se concentre tout particulièrement sur l'inégalité en matière de risque, sachant que les chocs et les crises n'affectent pas les individus (ou les pays) de façon égale, et que les plus pauvres et les plus marginalisés sont les plus touchés et les moins aptes à se remettre sur pied. Pour Oxfam, le renforcement de la résilience et la réduction de la vulnérabilité exige d'aller au-delà des solutions techniques. Il est essentiel de rééquilibrer les forces en présence et de s'engager à s'attaquer aux différentes formes d'inégalité qui sont à la hausse.

Les facteurs de risque et de vulnérabilité face aux catastrophes présentent une spécificité liée au genre. Les femmes et les filles, en raison de leurs rôles variés – productrices et de pourvoyeuses de nourriture, soignantes, acteurs économiques – sont plus susceptibles d'être touchées par les catastrophes naturelles, les changements climatiques et la fluctuation des prix des aliments. Les chocs systémiques ont des répercussions à l'échelle des ménages, et celles-ci exacerbent souvent la vulnérabilité des femmes. Toutefois, les femmes font preuve d'une ténacité considérable dans l'adversité et peuvent représenter des forces puissantes de changement.

Même si les organismes d'aide travaillent de plus en plus à renforcer la résilience, les interventions d'urgence et les projets de développement ne répondent pas toujours aux besoins et aux intérêts des femmes, et ce, en grande partie en raison des inégalités entre les sexes qui sont profondément enracinées. De plus, ces initiatives sont beaucoup moins efficaces qu'elles ne pourraient l'être puisqu'elles font trop rarement appel à l'expertise des femmes, et parce qu'elles considèrent la discrimination sexuelle comme étant simplement un facteur aggravant de la vulnérabilité et non une cause de l'inégalité, de la pauvreté et du risque.

Bien que certains travaux de recherche aient examiné les dimensions de genre de la vulnérabilité face aux chocs et aux crises, les perspectives des organisations de femmes et les stratégies qu'elles utilisent pour allier réponse humanitaire et développement à long terme sont pratiquement absentes de la réflexion actuelle de la communauté internationale sur la sécurité alimentaire et la résilience². Cette initiative de recherche, menée

par Oxfam Canada avec le soutien financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), vise à combler cette lacune et à contribuer à l'ensemble de connaissances sur la résilience d'un point de vue du genre et de droits de femmes. L'objectif est d'identifier ce que les organisations de femmes considèrent être les principales menaces à la résilience et de tirer des leçons de leurs approches et façons de travailler. Le but ultime est de s'assurer que les stratégies de renforcement de la résilience employées par les acteurs humanitaires et de développement répondent réellement aux besoins et aux priorités des femmes, et s'attaquent aux risques auxquels elles sont particulièrement exposées.

2 MÉTHODOLOGIE

La recherche a été conçue pour documenter de façon rigoureuse les connaissances et les stratégies utilisées par les organisations de femmes pour renforcer la résilience dans des contextes d'insécurité alimentaire et de crise. La méthodologie employée visait à encourager le dialogue et les échanges entre les organisations de femmes, les partenaires et le personnel d'Oxfam, les organisations de la société civile et les décideurs politiques au sujet des projets de sécurité alimentaire et des modèles de réponse humanitaire, en se penchant sur leur potentiel en matière de renforcement de la résilience selon une analyse de genre. Oxfam Canada a eu recours à un processus participatif pour recueillir les expériences, les perspectives et les réflexions d'organisations de femmes de trois continents afin d'aider à transposer le concept de résilience en recommandations pratiques.

QUESTIONS DE RECHERCHE

Les perspectives des organisations de femmes sont manifestement absentes de la documentation et des discussions stratégiques sur la façon de renforcer la résilience. D'après ses longues années d'expérience de travail en partenariat avec les organisations de femmes, Oxfam Canada avait comme à priori que les organisations de femmes avaient des points de vue différents, voir uniques, sur la résilience par rapport au milieu de la coopération internationale dans son ensemble et, ainsi, pourraient avoir développé des stratégies novatrices pour lier plus efficacement le développement à long terme, la préparation aux désastres, et les secours d'urgence.

Ainsi, les trois questions suivantes ont orienté le processus de recherche :

- Comment les organisations de femmes définissent-elles et abordent-elles la question de la résilience?
- Selon les organisations de femmes, quels sont les risques qui menacent le plus la sécurité alimentaire, les stratégies de subsistance et le bien-être général des femmes et de leurs communautés?
- Comment les organisations de femmes contribuent-elles à renforcer la résilience, et quelles leçons pouvons-nous tirer de leurs approches?

REVUE DE LA DOCUMENTATION

Le projet a commencé par une revue exhaustive de la documentation disponible sur l'intersection entre les droits des femmes et la résilience

dans le contexte de la sécurité alimentaire. L'objectif était de cerner certaines des principales tendances et lacunes dans la documentation, en portant une attention particulière à la recherche et aux analyses effectuées par (et en collaboration avec) les organisations de femmes du Sud.

ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

L'assise du processus de recherche était une série d'entretiens semi-directifs avec des leaders d'organisations, de groupes et de réseaux de femmes du Sud.

Oxfam Canada a voulu identifier des organisations de femmes travaillant dans le milieu de la sécurité alimentaire, avec une certaine expérience en matière d'intervention dans les crises humanitaires, qui pourraient fournir des analyses sur la façon de renforcer la résilience d'un point de vue de droits des femmes. Cela dit, Oxfam Canada était bien au fait que le sous-financement des organisations de femmes constitue un obstacle considérable à leur pleine participation aux initiatives de sécurité alimentaire et d'intervention d'urgence, tant en termes d'ampleur que de portée. Les organisations mixtes, souvent dirigées par des hommes, continuent de dominer le secteur de la sécurité alimentaire et, encore aujourd'hui, très peu d'organisations de femmes reçoivent du financement pour participer aux interventions d'urgence. Pour ces raisons, Oxfam Canada a choisi une approche souple pour choisir les organisations à sonder.

Au total, Oxfam Canada a mené des entrevues auprès de 21 organisations et réseaux de femmes dans 10 pays : au Pérou, au Brésil, au Guatemala, au Nicaragua, au Salvador, en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Burkina Faso, au Niger et au Sri Lanka³. Toutes les organisations sondées sont des organisations autonomes gérées par des femmes, à l'exception de deux commissions de femmes faisant partie de réseaux ruraux plus larges⁴. Près de la moitié de ces organisations travaillent exclusivement auprès de femmes vivant en milieu rural, tandis que les autres œuvrent autant dans des milieux ruraux qu'urbains. Seulement une poignée des organisations sondées avait une expérience significative en matière d'intervention humanitaire et plusieurs d'entre elles (particulièrement dans la région du Sahel) étaient de petites organisations ayant des ressources et une programmation très limitées.

Toutes les entrevues ont été menées par le personnel d'Oxfam entre juin et septembre 2013. Les transcriptions d'entrevues ont ensuite été codées pour en faciliter l'analyse, identifier des thèmes transversaux et cerner des tendances. Oxfam Canada a également effectué une mission de deux semaines au Niger et au Burkina Faso pour rencontrer des organisations de femmes, des agences humanitaires et des intervenants dans le secteur de la sécurité alimentaire afin d'obtenir diverses perspectives sur la résilience dans la région du Sahel.

FORUM D'APPRENTISSAGE

Oxfam Canada a organisé un *Forum d'apprentissage sur la résilience et les droits des femmes* à Ottawa, les 24 et 25 septembre 2013⁵. Le forum a réuni des organisations de femmes, des intervenants en développement et en aide humanitaire, des experts de la résilience et des universitaires en provenance d'Amérique centrale, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Europe pour discuter des approches actuelles en matière de résilience et les analyser du point de vue des droits des femmes.

Le forum se voulait un espace où les participants pourraient approfondir leur analyse sur la question de la résilience, mais aussi développer des recommandations concrètes qui pourraient ensuite être mises en pratique au sein de leurs propres organisations. Le forum était également une occasion pour Oxfam Canada d'obtenir une rétroaction sur les résultats préliminaires de la recherche et de recueillir des leçons apprises qui pourraient enrichir l'analyse des résultats et contribuer à formuler des recommandations.

LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

La portée de la recherche était modeste et plusieurs limites méthodologiques doivent être notées. Tout d'abord, la documentation sur la résilience est extrêmement vaste et seulement une portion a été passée en revue. Ensuite, les facteurs suivants ont eu un impact sur le processus de collecte de données :

- Oxfam Canada a identifié des organisations à interviewer parmi le réseau mondial de partenaires et d'alliés de la confédération Oxfam. Bien que ce réseau soit, en effet, très vaste, il ne reflète pas nécessairement toute la diversité qui existe au sein des organisations de femmes du Sud.
- La plupart des organisations interviewées proviennent d'Amérique latine (10 organisations) et d'Afrique (9 organisations, dont 7 au Sahel). Malgré les efforts pour interviewer davantage d'organisations de femmes en Asie, des contraintes de temps et de ressources ont fait qu'une seule entrevue a été menée (au Sri Lanka).
- La méthodologie de recherche initiale ne comprenait pas d'entrevues avec des organisations mixtes (c.-à-d. des organisations composées de femmes et d'hommes) œuvrant dans le domaine de la résilience et de la sécurité alimentaire. Avec recul, il s'agissait d'un défaut du modèle de recherche. Oxfam Canada a, au bout du compte, mené quelques entrevues de la sorte, mais le manque de données comparatives a fait en sorte qu'il était difficile de tirer des conclusions quant à savoir si les organisations de femmes avaient, en effet, des perspectives et des façons de travailler distinctes et ou uniques par rapports aux autres acteurs du secteur.

Malgré les limites méthodologiques de la recherche, Oxfam Canada a été en mesure de recueillir et de rigoureusement documenter les connaissances et les expériences d'organisations de femmes du Sud dont les voix se font trop peu souvent entendre dans le milieu du développement international et de l'aide humanitaire.

3 COMMENT LES ORGANISATIONS DE FEMMES DÉFINISSENT-ELLES LA RÉSILIENCE?

De nombreuses leaders qui ont été interviewées ont dit que leurs organisations travaillaient depuis longtemps à renforcer la résilience des femmes et de leurs communautés, mais que le terme en soi leur était relativement nouveau.

Les entrevues ont démontré que les organisations de femmes définissent la résilience en termes de capacité et d'autonomisation. Ceci fait clairement écho à l'approche qu'emploie Oxfam en matière de résilience, qui met l'emphase sur la réalisation des droits et la nécessité de s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir. En effet, Oxfam définit la résilience comme étant « la capacité des femmes, des hommes et des enfants à faire valoir leurs droits et à améliorer leur bien-être malgré les chocs, les pressions et l'incertitude⁶. »

D'un autre côté, de nombreuses répondantes ont également parlé du vécu des femmes dans leur communauté et des stratégies d'adaptation déchirantes qu'elles emploient pour faire face à l'adversité. Il s'agissait d'un douloureux rappel du fossé qui existe entre l'approche ambitieuse d'Oxfam en matière de résilience⁷ et la réalité quotidienne des femmes vivant dans la pauvreté.

LA CAPACITÉ D'AGIR

Les réponses variaient d'un contexte à l'autre, mais la plupart des leaders interviewées ont commencé par expliquer que la résilience sous-entend la capacité d'agir, c'est-à-dire la capacité des femmes à prendre des décisions et à être proactives dans la gestion des défis auxquels elles font face, des chocs quotidiens aux catastrophes naturelles.

Plusieurs organisations de femmes ont insisté sur le fait que les capacités techniques ne servent à renforcer la résilience des femmes que si elles sont sensibilisées à leurs droits. Elles ont expliqué que pour renforcer leur résilience, il faut aider les femmes à devenir autonomes et audacieuses, et à avoir la confiance nécessaire pour mettre en application les connaissances et les compétences qu'elles ont acquises. Plusieurs répondantes des Amériques ont souligné l'importance de développer les capacités techniques des femmes (par exemple l'identification de risques ou la préparation aux désastres) tout en renforçant leur capacité à se mobiliser, à planifier et à agir.

« La résilience, c'est la capacité qu'à une personne de faire face aux circonstances de la vie, que ce soit des catastrophes naturelles ou des revers économiques. La capacité d'absorber les chocs, de négocier et de se sortir d'une situation problématique. »

Federación de Mujeres de Ica (Pérou)

L'Association Munyu des femmes de la Comoé (MUNYU), une organisation de femmes du Burkina Faso, a parlé de l'importance capitale de l'alphabétisation et de l'accès à l'information qui permettent aux femmes d'avoir la confiance en soi requise pour élever leur voix et faire connaître leurs besoins, accéder aux services disponibles, et prendre des décisions en période de crise. Quant à elle, la Women on Farms Project, une organisation sud-africaine, a parlé de la confiance en soi, du leadership et de la citoyenneté active des femmes comment étant les piliers essentiels de la résilience. Plusieurs répondantes ont souligné l'importance de miser sur les connaissances des femmes elles-mêmes et de soutenir les organisations de femmes pour qu'elles puissent exprimer leurs besoins et définir leurs propres priorités.

Les définitions courantes de la résilience mettent rarement l'accent sur la capacité d'agir et la sensibilisation aux droits. Par exemple, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit la résilience dans un contexte de sécurité alimentaire comme étant « la capacité d'un ménage à maintenir un certain niveau de bien-être en résistant aux chocs et aux pressions⁸ », tandis que le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) parle de « la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société en situation dangereuse de résister aux effets d'un danger, de les aborder, de s'en accommoder et de s'en remettre de manière opportune et efficace, y compris à l'aide de la préservation et du rétablissement de ses structures et de ses fonctions de base essentielles⁹. » Les participants au *Forum d'apprentissage* ont souligné que le renforcement de la résilience ne peut se limiter à garantir que les communautés soient en mesure de se remettre rapidement sur pied après un choc. Les structures et les fonctions d'une société sont souvent discriminatoires à l'égard des femmes et leur rétablissement après un choc n'assure en rien que les droits de femmes seront respectés et que leur bien-être sera amélioré.

Les organisations de femmes sondées ont expliqué que nous devons plutôt nous attaquer aux inégalités structurelles qui rendent les femmes plus vulnérables que les hommes, et œuvrer à changer le statu quo. Elles soutiennent que nous devons mieux comprendre les objectifs, les espoirs et les aspirations des femmes car cela a une incidence directe sur les choix qu'elles font et les risques qu'elles sont prêtes à prendre. Selon les organisations interviewées, la résilience devrait être définie de façon holistique et inclure des éléments trop souvent occultés tels que le bien-être émotionnel et le sentiment de sécurité.

SAVOIR « SE DÉBROUILLER » DANS L'ADVERSITÉ

La majorité des leaders interviewées ont parlé de la résilience des femmes en termes de leur capacité à résister aux chocs et à des niveaux de stress incroyablement élevés tout simplement parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Les femmes sont généralement prêtes à faire des sacrifices et à trouver des moyens de répondre aux besoins de base de leurs enfants et de leur famille (nourriture, abri, éducation, santé) dans des contextes de grande détresse. Bien que certaines répondantes ont affirmé qu'il s'agit là d'une réaction innée, alors que d'autres ont déclaré que les femmes ont été socialisées ainsi, toutes s'entendaient pour dire que les femmes portent un fardeau disproportionné lorsqu'il s'agit d'assurer la survie et le bien-être des familles et des communautés en période de crise.

Par exemple, une leader de la Fédération Maha Shakthi, au Sri Lanka, a décrit la résilience des femmes comme leur tendance à se sacrifier pour les autres : « Lorsque dans une famille de six enfants la mère ne peut tous les nourrir, elle tentera alors peut-être d'obtenir de la nourriture en ayant recours à des activités inacceptables. Elle n'est pas forcée de le faire et ne le fait pas volontairement. C'est la situation familiale qui la pousse à le faire. » Elle et d'autres répondantes ont parlé des capacités d'adaptation des femmes avec admiration, mais ont également reconnu que cette tendance à se sacrifier pour les autres peut mener les femmes à accepter leur sort et à se sentir impuissantes à changer les choses pour améliorer leur propre statut et bien-être.

Le vécu des femmes que les répondantes ont décrit nous rappelle à quel point la réalité des communautés marginalisées est bien loin de l'ambitieuse définition de la résilience qu'utilise Oxfam. En effet, Oxfam a développé une approche en matière de renforcement de la résilience qui vise à permettre aux personnes et aux communautés les plus pauvres de se développer et de prospérer *malgré* les chocs, les pressions et les incertitudes. Oxfam parle de résilience en ces termes :

« Les femmes et les hommes ne devraient pas seulement être en mesure de faire face aux crises, mais être capables de faire valoir leurs droits de sorte à avoir de l'espoir pour l'avenir, à pouvoir choisir la manière dont ils entendent vivre leur vie, et à pouvoir s'adapter aux changements. Il ne faut pas se contenter d'aider les personnes à survivre à un choc après l'autre, mais bien chercher à les aider à prospérer malgré les chocs, les pressions et les incertitudes¹⁰. »

Bien que la plupart des répondantes aient également mentionné les droits et l'autonomisation comme étant des pierres angulaires de la résilience, elles ont rapidement souligné que la réalité quotidienne des femmes de leur communauté consistait davantage à *survivre* et à *se débrouiller* devant l'adversité – ce qui est bien loin de l'idée de *prospérer*.

4 QUELS SONT LES PLUS GRANDS RISQUES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE?

Le risque et la résilience sont intrinsèquement liés¹¹. Une grande part de la recherche et de nombreux cadres stratégiques pour promouvoir la résilience dans un contexte d'insécurité alimentaire se sont, jusqu'à présent, concentrés sur les chocs systémiques (tels que la volatilité des prix des aliments), les désastres (par exemple les sécheresses de 2011-2012 au Sahel) et les pressions à long terme (changements climatiques, dégradation de l'environnement) qui affectent la capacité des personnes et des communautés à s'adapter. La communauté internationale souhaite trouver de nouveaux moyens d'intégrer efficacement le risque à la façon dont les programmes de développement sont conçus et mis en œuvre, et ce, plutôt que de percevoir les risques comme étant de simples externalités négatives.

Ainsi, cette recherche a exploré comment les organisations de femmes perçoivent le risque. Les entretiens semi-directifs visaient à cerner les risques les plus critiques qui menacent la sécurité alimentaire, les stratégies de subsistance et le bien-être global des femmes et de leur communauté. On a également demandé aux répondantes si elles pensaient que les femmes font face à des risques, des chocs et des pressions différents de ceux auxquels font face les hommes.

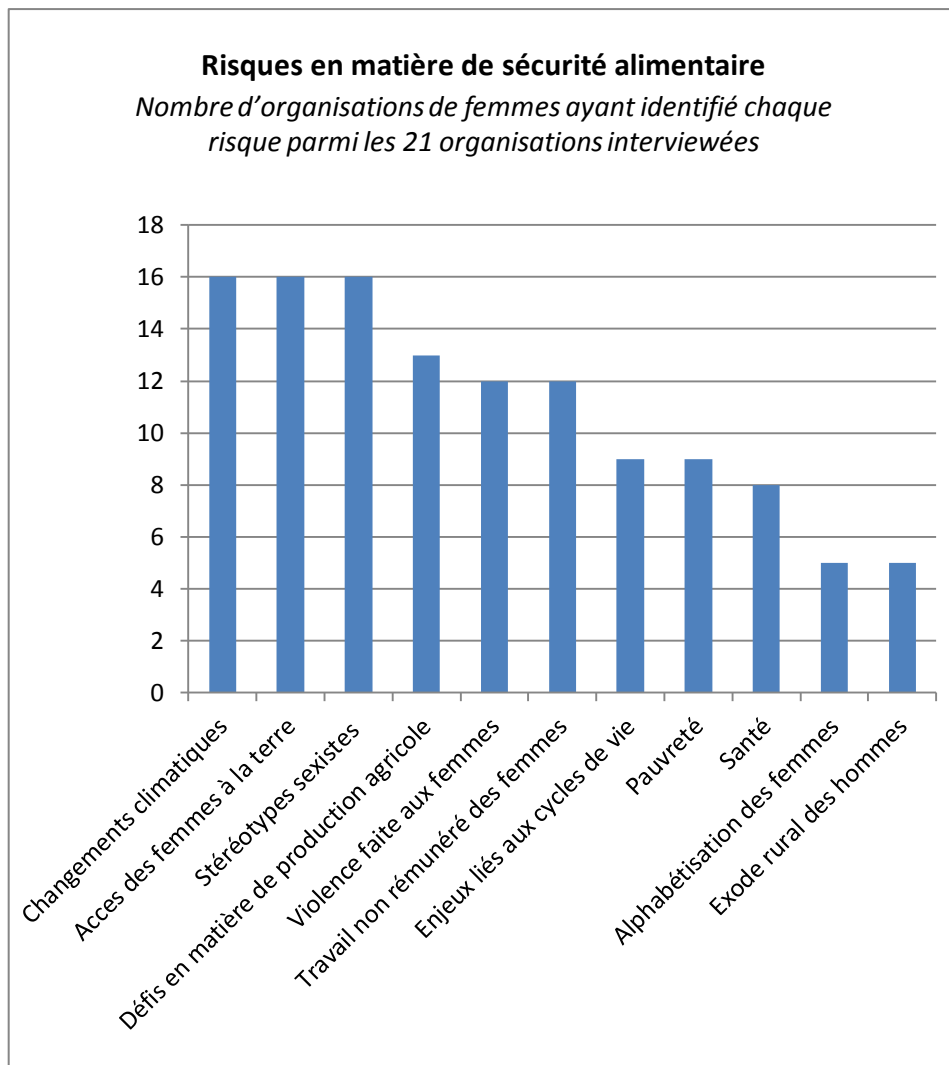
Cinq grandes tendances sont ressorties des entretiens réalisés :

- Il existe certains points communs entre les risques identifiés par les organisations de femmes et ceux qui reviennent dans les études sur la résilience en contexte d'insécurité alimentaire.
- Les organisations de femmes ont une compréhension très large du risque et elles ne classent pas les risques de la même façon que la plupart des cadres de résilience.
- Les organisations de femmes perçoivent la discrimination sexuelle et le manque de pouvoir décisionnel des femmes comme étant des risques qui ont un impact sur la résilience des communautés dans leur ensemble.
- Les organisations de femmes accordent une grande importance aux risques qui prennent naissance au sein même des ménages.
- Les organisations de femmes mettent l'accent sur un certain nombre d'enjeux sexospécifiques qui se sont pas identifiés comme étant des risques dans la documentation sur la résilience (en particulier les droits fonciers des femmes, la violence contre les femmes, les responsabilités des femmes en matière de soins et leur manque de temps, et l'exode rural des hommes).

« Les femmes sont plus au fait des risques que les autorités elles-mêmes, et elles sont également plus résilientes. Ceci se reflète dans notre capacité d'organisation. Malheureusement nous manquons de ressources pour accroître ce potentiel. »

GROOTS Perú

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des risques les plus souvent cités par les 21 organisations de femmes sondées :



CERTAINS POINTS COMMUNS AVEC LA DOCUMENTATION SUR LA RÉSILIENCE

Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les risques qui touchent le plus la sécurité alimentaire, la plupart des répondantes ont commencé par mentionner les chocs relatifs au climat (sécheresses, inondations, imprévisibilité des conditions météorologiques) qui ont une incidence sur les récoltes et la production alimentaire. Plus des deux tiers des répondantes (16 organisations sondées sur 21) ont spécifiquement parlé des changements climatiques comme étant une menace à la résilience des communautés. Bon nombre (13 organisations sur 21) ont également parlé des défis de la production agricole, en faisant particulièrement référence au manque d'accès des femmes au crédit, à de la formation, à de l'appui technique et aux marchés, ce qui a un impact direct sur le revenu familial et l'accès à l'alimentation.

Ces thèmes sont les seuls points communs entre la documentation sur la résilience et le résultat des entrevues réalisées auprès d'organisations de femmes. Après avoir mentionné les risques qui se rapportent aux changements climatiques et à la production agricole, les répondantes énuméraient systématiquement une série d'autres risques qui, selon elles, sont cruciaux, mais qui sont toutefois largement absents de la documentation et des cadres couramment utilisés pour renforcer la résilience.

UNE COMPRÉHENSION TRÈS VASTE DU RISQUE

Un dénominateur commun présent dans pratiquement toutes les entrevues était la conception très vaste du risque. Les représentantes des organisations de femmes sondées faisaient rarement la distinction entre les *chocs systémiques* et les *risques à l'échelle des individus ou des ménages* qui représentent une menace pour la sécurité alimentaire. Les sécheresses, la violence contre les femmes, les mauvaises récoltes, l'exode rural des hommes et la répudiation des épouses étaient souvent mentionnées d'un même trait. Les répondantes ont décrit les risques comme faisant partie d'un continuum, et n'ont pas insisté pour faire la différence entre les défis quotidiens et les grandes catastrophes. En ce sens, leur typologie du risque était bien différente de celle généralement utilisée dans le milieu du développement.

Les répondantes étaient également beaucoup moins susceptibles de distinguer leurs programmes de développement de leurs interventions d'urgence. Par exemple, la Women's Association of Tigray a expliqué qu'elle a mis en places des programmes de transfert de fonds en réaction aux graves sécheresses en Éthiopie, mais qu'elle l'a fait avec la même équipe et à l'aide de son réseau de membres réguliers, intégrant tout simplement ce que la communauté internationale appellerait des « activités d'intervention d'urgence » à leur travail quotidien sur l'autonomisation économique des femmes.

De nombreuses répondantes ont parlé de la crise perpétuelle à laquelle les femmes sont confrontées, et des inégalités structurelles profondes qui les empêchent d'améliorer leur bien-être et leurs moyens de subsistance. Elles ont décrit cette extrême pauvreté comme étant beaucoup plus menaçante que tout autre *incident* ou *crise* pouvant survenir. Par exemple, la représentante d'une organisation sud-africaine a constaté que « le monde ne comprend pas la profondeur de la vulnérabilité des personnes pauvres. De petites crises accroissent davantage la vulnérabilité et la pauvreté des gens. Dans un milieu où il n'y a rien... aucune sécurité sociale, aucune assurance... il y a le désespoir. Des crises sociales, comme la violence persistante contre les femmes, le VIH/SIDA, l'accès à la propriété... ne sont pas perçues de la même façon que les désastres

naturels... l'urgence se dissipe¹². ». Elles ont mentionné que la pauvreté est un risque en soi, car elle pousse les gens (particulièrement les femmes) à adopter des stratégies qui génèrent encore plus de risque.

Les répondantes ont soutenu que la diversité des expériences vécues par les femmes doit être reconnue et mieux comprise. Les programmes ne peuvent se pencher sur certaines facettes de la vulnérabilité des femmes uniquement (par exemple, en tant qu'agricultrices menacées par les changements climatiques, ou en tant que survivantes de violence); au contraire, les programmes devraient reconnaître et s'attaquer à l'étendue complète des risques auxquels les femmes doivent faire face au cours de leur vie.

LA DISCRIMINATION SEXUELLE ET LE MANQUE DE POUVOIR DÉCISIONNEL DES FEMMES

De nombreuses répondantes ont parlé des risques qui prennent directement racine dans les inégalités de genre et les normes culturelles qui dictent ce que les femmes peuvent et ne peuvent pas faire. La discrimination sexuelle et les stéréotypes sexistes sont parmi les risques le plus souvent soulevés par les organisations de femmes (16 entrevues sur 21), soit autant que les changements climatiques. Les répondantes ont expliqué que le manque de pouvoir décisionnel des femmes avait des répercussions directes non seulement sur elles-mêmes, mais sur la capacité des communautés dans leur ensemble de résister aux chocs et traverser les crises. Elles ont précisé que le statut social inférieur des femmes les empêche souvent d'utiliser leurs connaissances propres (sur les modèles climatiques, les récoltes, la santé, etc.) pour prendre des décisions qui sont dans l'intérêt de toute la communauté.

Une leader de la Asociación de Mujeres Madre Tierra au Guatemala a expliqué très clairement les répercussions de la discrimination sexuelle à l'aide de l'exemple suivant :

« Les communautés et les familles vivent dans l'insécurité alimentaire constante, mais l'opinion des femmes n'est pas prise en considération par les hommes, ce qui exacerbe les risques. Nombreuses sont les femmes à ne pouvoir prendre aucune décision concernant les biens de la famille ou la récolte, et ce, même si elles ont contribué à la production agricole. Si l'homme décide de ne garder que deux *quintales* de maïs pour la consommation familiale et de vendre le reste, il est possible que la famille n'en ait pas suffisamment pour se nourrir toute l'année. L'insécurité alimentaire peut vraiment augmenter pour tous en fonction des décisions prises par les hommes. »

« Les femmes sont plus vulnérables aux risques en raison des pratiques traditionnelles existantes qui ne considèrent pas les femmes comme étant égales aux hommes. La pensée traditionnelle qui dicte que les femmes ne devraient pas labourer la terre les empêche d'utiliser leurs parcelles et les pousse à dépendre des hommes. »

Women's Association of Tigray (Éthiopie)

Une étude mandatée par Oxfam sur les leçons tirées de la crise alimentaire de 2012 au Sahel cadre avec cette analyse et indique que la capacité des femmes à négocier ou à influencer la prise de décisions au sein de leur ménage améliore la sécurité alimentaire de tous les membres de la famille, particulièrement par la diversification des récoltes et une meilleure gestion des réserves alimentaires¹³.

Le manque de pouvoir des femmes, notamment le pouvoir de saisir des occasions qui leur permettraient de renforcer leur résilience, est un autre élément transversal qui a été abordé dans de nombreuses entrevues. Deux exemples ont été soulevés au cours des entrevues réalisées au Sahel.

Au Burkina Faso, plusieurs organisations de coopération ont expliqué que des programmes visant à mettre des lopins de terre à la disposition des femmes étaient souvent beaucoup moins efficaces qu'anticipé, car un grand nombre de facteurs empêchaient les femmes de tirer pleinement profit de l'opportunité, notamment : la coutume selon laquelle les femmes doivent cultiver les parcelles de terre familiales (normalement contrôlées par leur mari ou un autre homme de leur famille) d'abord et leurs propres parcelles ensuite; la charge disproportionnée des responsabilités en matière de soins leur laissant peu de temps pour cultiver et vendre leurs récoltes; la tendance des maris à réclamer les profits que les femmes rapportent; et la discrimination en matière de droits fonciers qui décourage les femmes d'investir dans leur parcelles, sachant qu'elles pourraient leur être enlevées. La dynamique de genre qui est à l'œuvre mine directement le potentiel de ces programmes, tant en ce qui concerne la production alimentaire familiale que l'autonomisation des femmes.

Également au Niger, des représentantes d'une union d'agricultrices ont indiqué que, dans certains cas, les femmes hésitaient à cultiver leurs propres lopins de terre en raison de la crainte, bien fondée, que leurs maris réclament les profits de leurs récoltes pour pouvoir obtenir de nouvelles épouses. Dans ce scénario, l'accès des femmes à la terre ne contribuerait pas à renforcer la résilience; bien au contraire, elle augmenterait plutôt la pression sur la sécurité alimentaire de la famille, car il y aurait davantage de bouches à nourrir.

Les leaders des organisations de femmes sondées ont clairement déclaré que le fait d'investir dans l'autonomisation des femmes ne les rend pas plus résilientes si d'autres obstacles causés par l'inégalité entre les sexes (comme le manque de temps, les stéréotypes sexistes sur le travail des femmes, la discrimination en matière de droits fonciers, la division sexuelle du travail, et la distribution inégale des responsabilités en matière de soins) ne sont pas réglés. Il ne s'agit pas là de simples effets externes : ces incidences annulent littéralement les effets potentiels d'établissement de la résilience des initiatives de développement communautaire et peuvent même provoquer des pertes pour les femmes.

« Les femmes sont désavantagées même lorsqu'elles ont l'occasion de travailler, car elles n'ont pas accès à des outils, aux intrants agricoles et à de l'équipement adéquats. Donc, même lorsqu'elles contribuent à la production alimentaire par leur propre labeur, elles le font sous des conditions défavorables. »

Asociación de Mujeres
Madre Tierra (Guatemala)

DES RISQUES QUI PRENNENT NAISSANCE AU SEIN MÊME DES MÉNAGES

La documentation sur la résilience se concentre généralement sur les chocs externes (catastrophes naturelles, conflits, crises économiques) qui menacent le bien-être des familles et des communautés. Dans leurs commentaires sur les risques et la résilience, la plupart des répondantes sondées ont présenté un point de vue bien différent, soulignant que ce qui se passe *au sein même des ménages* pose autant (sinon plus) de risques pour le bien-être et la sécurité alimentaire d'une famille que les chocs ou les crises *externes*. Cet accent mis sur les risques, les chocs et les pressions qui prennent origine au niveau des individus et des ménages est certainement un des résultats les plus intéressants de la recherche.

Une grande part de ces risques sont liés au cycle de vie des femmes et sont très rarement pris en compte par la communauté internationale lorsqu'il s'agit de parler de résilience. Par exemple, de nombreuses répondantes ont indiqué que le veuvage est un des plus grands risques dans la vie d'une femme, alors que les membres d'un groupe communautaire de femmes du Burkina Faso ont expliqué que la naissance d'un nouvel enfant est l'une des plus grandes pressions sur la sécurité alimentaire d'une famille. L'alcoolisme chez les hommes a également été mentionné par plusieurs organisations en Afrique du Sud comme étant un facteur qui a des répercussions profondes sur la sécurité alimentaire des familles en milieu rural.

La documentation sur la résilience reconnaît que l'inégalité et la discrimination ont tendance à exacerber les effets des chocs et des crises. Par exemple, il est bien établi que les catastrophes naturelles tuent davantage de femmes que d'hommes, et que cet effet est amplifié lors de grands cataclysmes et est plus grave chez les femmes ayant un statut socio-économique inférieur¹⁴. Dans *Pas de hasard : Résilience et inégalités face au risque*, Oxfam affirme que « l'impact de ces chocs systématiques de plus en plus lourds exacerbe l'effet des épisodes marquants de la vie sur les revenus au niveau des foyers, comme le veuvage, les naissances ou les maladies inattendues, frappant surtout les femmes.¹⁵ » Cependant, ces chocs et ces pressions qui touchent les femmes à l'échelle individuelle et des ménages sont rarement classés comme étant des enjeux importants pour la résilience, mais plutôt des faits de la vie quotidienne qui *aggravent* les menaces sérieuses auxquelles les communautés sont de plus en plus confrontées en raison des changements climatiques, des crises économiques et des conflits.

DES RISQUES SEXOSPÉCIFIQUES

Outre cette analyse de l'inégalité de genre comme menace à la résilience, les leaders d'organisations de femmes ont également mentionné à plusieurs reprises quatre risques sexospécifiques : les droits fonciers des femmes, la violence contre les femmes, les responsabilités en matière de soins et le manque de temps des femmes, et l'exode rural des hommes. Bien que ces enjeux ne soient aucunement nouveaux en ce qui concerne les programmes relatifs aux droits des femmes, ils ne sont que rarement abordés dans la documentation courante sur la résilience, laquelle fait souvent référence ni au genre ni au pouvoir.

Tout d'abord, le manque d'accès des femmes à la terre a été identifié comme étant une menace à la résilience dans les deux tiers des entrevues réalisées (16 organisations sur 21). Les répondantes ont parlé de lois et de pratiques discriminatoires relatives aux droits à la propriété et à l'héritage comme étant des facteurs qui enracinent la vulnérabilité des femmes. La lutte pour l'égalité réelle en matière de droits fonciers est une priorité absolue pour les mouvements de femmes rurales partout à travers le monde, mais la communauté internationale n'en a pas encore fait un enjeu prioritaire en ce qui concerne les cadres stratégiques pour renforcer la résilience.

La violence contre les femmes et les pratiques traditionnelles néfastes ont été mentionnées par deux tiers des répondantes (14 organisations sur 21). Bien qu'il ne soit pas surprenant que les organisations de femmes mentionnent ces enjeux, il est intéressant de noter qu'elles parlent de la violence contre les femmes comme étant une menace directe à la *sécurité alimentaire de la communauté* en raison de ses effets sur la santé, la productivité et la capacité à participer à la prise de décisions des femmes, que ce soit au niveau des ménages ou de la communauté dans son ensemble.

Plus de la moitié des répondantes ont mentionné la responsabilité disproportionnée des femmes en matière de soins non-rémunérés, ce qui les prive ensuite de temps pour participer à des entreprises productives et aux espaces décisionnels. Au cours du *Forum d'apprentissage*, les participantes ont discuté de la façon dont le manque de temps à la disposition des femmes mine leur résilience. Elles ont indiqué que les systèmes de protection sociale et d'intervention d'urgence reposent souvent sur la surcharge de travail non-rémunéré des femmes, et exacerbent ainsi les inégalités existantes tout en privant les femmes de l'opportunité d'améliorer leur sort. Elles ont souligné que les programmes de renforcement de la résilience devraient impérativement reconnaître tout le travail invisible et non rémunéré des femmes qui permet aux familles de subsister malgré les chocs, et développer des stratégies pour réduire et redistribuer la charge des soins.

« *Les pratiques traditionnelles néfastes, telles que la mutilation génitale féminine, le viol et le mariage précoce nuisent à la sécurité alimentaire des femmes.* »

Women's Association of Tigray (Éthiopie)

Les organisations de femmes au Sahel, en Afrique du Sud et au Brésil ont également mentionné l'exode rural des hommes comme étant une menace croissante à la résilience, privant les communautés rurales de revenus et de récoltes pour la consommation. Les femmes sont laissées à elles-mêmes pour cultiver des terres de plus en plus appauvries et pour lesquelles elles n'ont souvent aucun titre foncier. Les stéréotypes sexistes en ce qui concerne le travail que les femmes devraient et ne devraient pas faire, ainsi que la discrimination en matière de droits fonciers, privent également les femmes de l'étendue des activités productives que les hommes contrôlaient autrefois dans ces régions.

Oxfam Canada a sondé plusieurs associations paysannes mixtes durant sa mission au Sahel. Lorsqu'on leur a demandé de nommer des risques auxquels les femmes sont tout particulièrement confrontées, de nombreux leaders masculins ont donné des réponses semblables à celles données par les organisations de femmes (l'exode rural des hommes, la violence contre les femmes, le manque de pouvoir décisionnel des femmes, etc.). Cependant, ces associations ont clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas d'enjeux de sécurité alimentaire en tant que tels et qu'il ne leur incombait donc pas de les aborder de front. Autrement dit, la discrimination et la violence contre les femmes étaient perçues comme étant des « éléments externes » et non des menaces inhérentes à la sécurité alimentaire et au bien-être de la communauté.

5 QUE PEUT-ON APPRENDRE DES APPROCHES EMPLOYÉES PAR LES ORGANISATIONS DE FEMMES?

Les risques étant à la hausse et les catastrophes frappant les communautés vulnérables à un rythme de plus en plus accéléré, les organismes d'aide se rendent compte que les secteurs de l'aide humanitaire et du développement doivent être décloisonnés, et qu'une planification conjointe et des stratégies intégrées doivent être développées afin mieux répondre au défi des crises cycliques. La documentation sur la résilience se concentre beaucoup sur ce processus, explorant des façons de travailler plus efficacement, en collaboration, et au-delà de frontières sectorielles. Bon nombre de bailleurs de fonds, d'agences d'aide et d'organisations de la société civile ont commencé à repenser leurs façons de travailler et à élaborer des stratégies pour combler l'écart entre les programmes de développement et les interventions d'urgence¹⁶.

Oxfam Canada soutient le travail d'organisations de femmes dans des pays du Sud depuis plusieurs décennies et a pu observer leur approche holistique en matière de développement. Selon cette expérience, ainsi que les résultats d'une étude qu'Oxfam Canada a récemment mandaté sur les approches d'intervention humanitaire des organisations de droits des femmes en Amérique centrale¹⁷, l'hypothèse d'Oxfam Canada était que les organisations de femmes ont peut-être élaboré des stratégies innovatrices pour unir efficacement le développement à long terme, la préparation aux catastrophes, et l'intervention humanitaire.

Les entretiens semi-directifs ont exploré les méthodes de travail des organisations de femmes, cernant les expériences qui ont le potentiel d'être reproduites dans d'autres milieux et tirant des leçons qui peuvent servir au milieu de la coopération dans son ensemble. Les entrevues se sont particulièrement penché sur la façon dont les organisations de femmes établissent leurs priorités en matière de programmation; leurs choix de partenaires; leur capacité à réagir aux circonstances changeantes et aux crises; et leur analyse des programmes à court terme comparativement à ceux à long terme.

Les tendances suivantes se sont dégagées des entrevues :

- De nombreuses organisations de femmes ont l'impression d'avoir été mises à l'écart par la communauté internationale et exclues des processus de réponse aux crises humanitaires et de renforcement de la résilience.
- Les organisations de femmes perçoivent l'organisation collective comme étant la fondation de la résilience et un rempart essentiel

contre les chocs.

- Les organisations de femmes décrivent leur approche flexible et holistique en matière de programmes comme étant une façon efficace de renforcer la résilience, qui les différencie des autres intervenants du développement et de l'aide humanitaire.
- Les organisations de femmes s'attaquent à l'inégalité de genre en tant qu'obstacle structurel à la résilience, plutôt que de la considérer comme un simple facteur qui renforce la vulnérabilité des femmes.

LES ORGANISATIONS DE FEMMES MISES À L'ÉCART

La majorité des organisations de femmes sondées dans le cadre de cette recherche n'avaient jamais été consultées par des agences d'aide sur la résilience et les stratégies de préparation aux désastres, et avaient aucun contact avec les intervenants gouvernementaux et non-gouvernementaux chargés des interventions d'urgence et des initiatives de redressement. Plusieurs articles dans la documentation soulignent cette marginalisation¹⁸. Par exemple, un sondage mené en 2009 par la Huairou Commission et GROOTS International a révélé que les organisations de femmes de proximité considèrent avoir été exclues des initiatives de préparation aux désastres et autres programmes de réduction des risques de catastrophe (RRC). Elles ont également exprimé une frustration de ne pas être considérées comme étant des acteurs crédibles lorsque vient le temps de distribuer des ressources en matière de RRC¹⁹.

Les représentantes des organisations de femmes sondées ont expliqué avoir l'impression de ne pas être appréciées en tant qu'intervenantes légitimes dans le domaine de la résilience et des interventions d'urgence à cause de leur prétendu manque de capacité technique et de portée. Plusieurs études ont fait référence au potentiel inexploité des groupes de femmes en ce qui concerne la préparation aux désastres et les efforts de redressement²⁰. Par exemple, selon le Gender and Disasters Network :

« Le fait de constamment se concentrer sur les vulnérabilités des femmes peut être discutable, car cette méthode favorise la perception des femmes en tant que victimes, plutôt qu'en tant qu'intervenantes aptes et égales [...]. La conception courante que les femmes sont dépendantes, faibles et subordonnées crée une barrière qui les isole des processus de planification et de prise de décisions [...]. Cette situation constitue une perte énorme pour les femmes en tant que personnes ainsi qu'une perte de ressources pour les familles, les communautés et les nations²¹. »

« Les organisations de femmes sont les ONG les plus pauvres, tout comme les femmes sont les plus pauvres dans la société. »

Réseau des femmes pour la paix au Niger

Durant le *Forum d'apprentissage*, Gloria Cerón, de la Organización de Mujeres Salvadoreñas por la Paz (ORMUSA)²² a parlé du besoin de s'assurer que les bailleurs de fond et les agences d'aide ne se concentrent pas uniquement sur la *vulnérabilité* des femmes aux chocs, mais qu'ils reconnaissent et soutiennent la *capacité* des femmes à réagir aux crises.

L'ORGANISATION COLLECTIVE DES FEMMES : UN REMPART CONTRE LES CHOCS

La majorité des organisations sondées (17 sur 21) ont parlé de la force qui ressort de la collaboration entre les femmes, ainsi que de l'importance de la solidarité réseautée et de l'organisation collective des femmes. La directrice de MUNYU au Burkina Faso a affirmé avec éloquence que « la solidarité est la lumière qui nous guide dans un contexte de changements et d'incertitude ». Bien que la solidarité entre femmes en période d'adversité n'ait rien de nouveau, de nombreuses répondantes ont mentionné le rôle essentiel que les organisations de femmes jouent pour mobiliser cette solidarité afin de renforcer le leadership et le pouvoir collectif des femmes.

Le rôle fondamental que joue l'organisation collective des femmes en matière de résilience a été très bien documenté par la Huairou Commission et GROOTS International, deux réseaux internationaux d'organisations de femmes de base. Leur campagne sur la résilience communautaire découle d'une analyse selon laquelle les solutions les plus efficaces proviennent de groupes organisés de femmes de la base qui renforcent la résilience à leur manière, et vise à autonomiser les réseaux de femmes afin de placer leurs priorités et leurs pratiques à l'avant-plan pour réduire la vulnérabilité aux désastres²³.

Bon nombre des organisations sondées offrent un soutien à des groupes d'entraide de femmes, car ces groupes permettent de protéger les femmes et leurs familles contre l'effet des crises qui pourraient les plonger dans une pauvreté encore plus profonde. Leur approche est d'aider les femmes à s'auto-organiser et à devenir collectivement autonomes afin de diminuer leur dépendance de l'aide extérieure en période de crise. Une leader de la Asociación de Mujeres Madre Tierra du Guatemala a fièrement déclaré : « Le renforcement de nos capacités est essentiel. Notre organisation a peut-être du mal à obtenir des fonds, mais nous avons été formées, notre capacité a augmenté et, avec ou sans ressources, nous pouvons commencer à travailler immédiatement dans les communautés lorsque survient une crise. »

Cinq des organisations sondées sont des associations de membres. Par exemple, MUNYU soutient 180 groupes de femmes et compte plus de 10 000 membres dans trois provinces du Burkina Faso, tandis que la

« L'organisation collective est une stratégie de résilience. Lorsque les femmes sont organisées en réseaux, elles ont une plus grande capacité de résistance aux chocs. »

Casa da Mulher do Nordeste (Brésil)

« Faire partie d'une organisation comme la Asociación de Mujeres Madre Tierra est ce qui nous aide le plus. Autrement, nous nous sentirions complètement abandonnées en tant que femmes. Plutôt que de se sentir seules, les femmes se sentent soutenues par une organisation qui les défend et se mobilise pour améliorer la situation. »

Asociación de Mujeres Madre Tierra (Guatemala)

Women's Association of Tigray compte près de 700 000 membres en Éthiopie. Ces associations définissent leurs priorités et leurs champs d'action en fonction des besoins identifiés par leurs propres membres, et sont directement tenus de leur rendre des comptes. Avoir des membres, et donc une relation directe avec les femmes au nom desquelles elles œuvrent, semble avoir une forte incidence sur la façon dont les organisations gèrent les risques et les crises à l'échelle de la communauté, et procèdent pour renforcer la résilience communautaire.

Par exemple, la Women's Association of Tigray (WAT) perçoit une cotisation annuelle de 10 birrs (moins de 50 cents CAD) de toutes ses membres. Les leaders sondées ont expliqué que le fait de percevoir ces frais de cotisation aide WAT à moins dépendre des dons externes, contribue à créer un grand sentiment d'appartenance et de responsabilité partagée, et établit une véritable solidarité entre les membres, qu'elles soient riches ou pauvres, jeunes ou âgées. L'association a expressément cherché à favoriser une forte solidarité chez les femmes à l'échelle locale, et sa structure décentralisée signifie que les regroupements de membres dans chaque village peuvent agir indépendamment pour mobiliser des ressources entre elles et s'aider en période d'adversité, par exemple lorsque les femmes pauvres de la communauté font face à des crises, comme le manque d'argent ou de nourriture. La devise de WAT, *mon association est mon bouclier*, est en soi une belle définition de la résilience.

DES PROGRAMMES HOLISTIQUES QUI RÉPONDENT AUX PRIORITÉS DES FEMMES

En ce qui concerne les méthodes de travail, le dénominateur commun dans plus de la moitié des entrevues était la capacité des organisations de femmes à faire preuve de souplesse et à s'adapter aux besoins identifiés par les femmes elles-mêmes. De nombreuses répondantes ont expliqué que cette approche distingue leurs programmes de ceux d'autres intervenants du milieu de la coopération et de l'aide humanitaire.

Plusieurs répondantes ont abondamment parlé de leur approche holistique, laquelle reflète leur analyse de la vaste étendue de risques et de menaces auxquels les femmes font face. Elles ont expliqué que le renforcement de la résilience exige que l'on travaille sur plusieurs enjeux en parallèle, et que l'on comprenne comment les risques et les droits sont reliés. Ces affirmations font écho à d'autres appels pour une approche intégrée à la résilience. Par exemple, un document de 2012 de la Institute for Development Studies et la Centre for Social Protection a déclaré que l'un des éléments positifs du concept de résilience est qu'il favorise une approche intégrée dans des secteurs qui autrement seraient complètement dissociés²⁴. De bien des façons, les organisations de femmes sont en avance car elles utilisent une approche holistique depuis fort

« Women on Farms a toujours élaboration ses programmes en fonction de la demande des femmes. Ses programmes ont toujours reflété les priorités, les besoins et les demandes des travailleuses agricoles, qui peuvent évoluer. Au début, la violence contre les femmes constituait un enjeu important pour les travailleuses agricoles, donc on en a fait une priorité. »

Women on Farms Project
(Afrique du Sud)

longtemps dans leurs programmes, et ce, malgré les mécanismes de financement des bailleurs de fond qui poussent les organisations à se spécialiser de façon de plus en plus pointue.

Bien qu'Oxfam Canada ait délibérément choisi de sonder des organisations de femmes qui travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire, il est intéressant de noter que chacune des organisations interviewées propose des programmes sur un ensemble d'enjeux et qu'aucune ne se spécialise uniquement en sécurité alimentaire. Elles ont expliqué qu'afin de véritablement répondre aux besoins des femmes et d'établir leur résilience à long terme, il est essentiel d'adopter une approche pluridisciplinaire et de travailler sur plusieurs thématiques. Par exemple, MUNYU a précisé que ses initiatives de production alimentaire communautaires étaient plus efficaces lorsqu'elles étaient réalisées en tandem avec des programmes d'alphabétisation pour les femmes, tandis que Women on Farms a souligné que ses efforts pour promouvoir la résilience des ménages seraient vains s'ils ne s'attaquaient pas à l'une des principales causes de la vulnérabilité, soit la violence faite aux femmes.

COMPOSER AVEC L'INÉGALITÉ DE GENRE COMME OBSTACLE STRUCTUREL À LA RÉSILIENCE

On reconnaît dans la documentation que les approches pour promouvoir la résilience ont, jusqu'à présent, eu tendance à être trop techniques, axées sur la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques, et ce, sans suffisamment examiner les grandes inégalités structurelles et les déséquilibres en matière de pouvoir. Un récent article paru dans le *International Development Journal* qui traite des avantages et des limites du concept de résilience soutient que les principaux défis associés au changement transformationnel ne sont pas techniques, et qu'ils nous poussent plutôt à nous « questionner sur les valeurs, remettre en cause des hypothèses, et examiner de près les croyances figées, les identités et les stéréotypes²⁵. » Oxfam parle également du besoin d'unir le travail en faveur des droits et de l'autonomisation avec certains des aspects plus techniques de la réduction des risques, et soutient que :

« Le développement des compétences et des capacités doit aller de pair avec la confrontation des inégalités et de l'injustice qui rendent les femmes et les hommes pauvres plus vulnérables. Ceci signifie qu'il faut remettre en question les institutions sociales, économiques et politiques qui garantissent la sécurité de certains, mais la vulnérabilité pour plusieurs, en redistribuant le pouvoir et la richesse (ainsi que le risque) pour établir des modèles partagés de risques sociétaux²⁶. »

Ce qui ressort des entrevues auprès des organisations de femmes est le besoin de reconnaître l'inégalité de genre en tant que *barrière structurelle* à la résilience et non simplement comme *facteur aggravant* de la vulnérabilité, puis de s'y attaquer comme tel. Les répondantes ont expliqué qu'il ne s'agit pas seulement de redistribuer les risques (entre les hommes et les femmes), mais également de s'attaquer aux inégalités systémiques de genre qui exacerbent la vulnérabilité de tous les membres d'une société. Ceci rejoint une partie de la documentation qui critique la marginalisation des considérations de genre comme étant de simples « ajouts » aux politiques et aux pratiques en matière de catastrophes et de sécurité alimentaire²⁷.

Les organisations de femmes sondées préconisent une approche à deux volets, axée sur la capacité technique à résister aux chocs et à assurer les moyens de subsistance (p. ex., à l'aide d'une formation en RRC et d'activités génératrices de revenus), puis des programmes transformateurs pour modifier les relations de pouvoir. Plusieurs leaders interviewées ont parlé de leurs efforts pour s'attaquer aux attitudes et aux croyances sexistes comme un moyen de renforcer la résilience sociétale à long terme.

« Les femmes ont besoin d'être sensibilisées et reconnaître qu'elles sont une priorité, puis affirmer la valeur des femmes au sein de leurs familles. »

Asociación de Mujeres Madre Tierra (Guatemala)

Les stratégies suivantes sont revenues le plus souvent au cours des entrevues :

- **Développer le leadership et la confiance en soi des femmes** (16 organisations sondées sur 21), que ce soit par le biais de groupes de soutien qui contribuent à renforcer l'estime de soi, ou de programmes de leadership qui encouragent les femmes à se présenter en politique et à participer à la prise de décisions.
- **Promouvoir l'autonomisation économique des femmes** (15 organisations sur 21), y compris par le soutien à l'entrepreneuriat féminin, aux activités génératrices de revenus, à la production et la transformation alimentaires, et aux initiatives de mise en marché.
- **Sensibiliser la population aux droits des femmes** (11 organisations sur 21), y compris le changement d'attitudes et de croyances sur les genres, et la remise en question des stéréotypes sexistes qui dictent ce que les femmes peuvent et ne peuvent pas faire.
- **Défendre et promouvoir les droits des femmes** (10 organisations sur 21), en participant à des consultations politiques et à des processus de réforme législative.

6 RECOMMANDATIONS

Le plaidoyer de certaines organisations de femmes et ONG a réussi à attirer l'attention sur l'importance de prendre en compte une analyse de genre dans tous les aspects de la promotion de la résilience et de la réduction des risques de catastrophes²⁸. Cependant, les questions de genre sont encore trop souvent mal comprises par les intervenants du secteur et loin d'être un élément intégral des politiques et des pratiques de résilience²⁹. Une certaine tendance à percevoir les femmes comme de simples victimes passives et sans défense a longtemps eu pour effet de limiter l'efficacité des interventions humanitaires, et le secteur émergent de la résilience pourrait être en proie à un risque semblable. À ce jour, très peu d'organisations de femmes sont invitées dans les espaces où sont conçus les cadres de résilience, reçoivent du financement pour mettre en œuvre des programmes sur la résilience, ou sont intégrées aux équipes d'intervention humanitaire.

Les leaders sondées dans le cadre de cette recherche ont toutes soutenu le besoin de reconnaître les organisations de femmes en tant qu'intervenantes légitimes dans le domaine de la résilience en raison de leur capacité à formuler des solutions, et non simplement comme un groupe vulnérable qu'il se doit de consulter. En effet, leur connaissance des enjeux spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et leur compréhension de la manière dont les inégalités exacerbent les risques permettrait à la fois de renforcer la pertinence et l'incidence des efforts de renforcement de la résilience.

La recherche a clairement démontré que la résilience implique bien plus que des remèdes d'ordre technique. Au bout du compte, elle exige une transformation sociale au sens le plus large. Les vulnérabilités sont liées à des structures d'oppression et de discrimination, et les initiatives pour renforcer la résilience n'auront pas de retombées positives pour les femmes si elles ne composent pas avec l'inégalité de genre, profondément enracinée, et le fardeau disproportionné qu'on impose aux femmes.

Voici les principales recommandations tirées des expériences des organisations de femmes:

- Le pouvoir et les inégalités sont des déterminants clés de la résilience. Les définitions de la résilience devraient donc faire référence non seulement à la capacité technique de réagir aux chocs et de s'en remettre, mais également à l'importance des droits, de l'autonomisation et d'une citoyenneté active. Les efforts pour accroître la résilience doivent s'inscrire dans un processus de transformation sociale à long terme, conçu pour composer avec les risques immédiats, remédier aux déséquilibres de pouvoir qui exacerbent les vulnérabilités, et renforcer les droits fondamentaux.

- Les projets de préparation aux désastres et de réduction des risques devraient aller de pair avec des initiatives pour changer les attitudes et les croyances sur le genre, et remettre en question les stéréotypes culturels qui accentuent le statut social inférieur des femmes et exacerbent leur vulnérabilité aux chocs. Cela devrait inclure des projets pour développer le leadership et de la confiance en soi des femmes, sensibiliser aux droits des femmes et promouvoir l'autonomisation économique des femmes.
- Les cadres de résilience devraient porter une attention toute particulière à la discrimination sexuelle et au manque de pouvoir décisionnel des femmes. La violence faite aux femmes, l'accès inégal à la terre et la responsabilité disproportionnée des femmes en matière de soins non-rémunérés devraient être reconnus comme des enjeux fondamentaux de la résilience.
- En plus des évaluations du risque, les cadres de résilience devraient comprendre des analyses de pouvoir pour déterminer comment les dynamiques de pouvoir et les inégalités structurelles affectent différemment les besoins, les capacités, les chances et les mécanismes d'adaptation des hommes et des femmes.
- Les programmes de développement et les interventions d'urgence devraient prendre particulièrement soin de ne pas renforcer involontairement les stéréotypes sexuels et exacerber la responsabilité disproportionnée des femmes pour faire face aux pressions et aux chocs à l'échelle des ménages. Il faudrait plutôt concevoir des approches pour modifier les stratégies d'adaptation et contribuer à un partage de risques plus égal.
- La communauté internationale devrait reconnaître les organisations de femmes comme des intervenants légitimes pouvant apporter une contribution unique aux politiques et aux pratiques de résilience. Favoriser les collaborations entre les intervenants gouvernementaux, les agences de développement et les organisations de femmes contribuerait au renforcement du leadership des femmes et servirait à attirer davantage l'attention sur les risques sexospécifiques et la façon dont les inégalités érodent la résilience.
- Les bailleurs de fond et les ONG devraient fixer des cibles pour augmenter le nombre de partenariats et le pourcentage de financement alloué aux organisations de femmes, et devraient chercher à renforcer la capacité des organisations de femmes à travailler sur certains aspects plus techniques de la résilience.

En fin de compte, il ne peut y avoir de résilience tant que les femmes ne jouissent pas d'un statut social égal et d'une pleine reconnaissance de leurs droits. Renforcer la résilience de façon durable exige d'aller au-delà du statu quo et de s'attaquer aux discriminations systémiques qui mettent les femmes à risque.

ANNEXE : ORGANISATIONS DE FEMMES INTERVIEWÉES

CASA DA MULHER DO NORDESTE (BRÉSIL)

<http://www.casadamulherdonordeste.org.br>

La Casa da mulher do nordeste (CMN) est une organisation féministe non gouvernementale qui a été fondée en 1980 pour accroître l'autonomie économique et politique des femmes vivant dans les milieux urbains et ruraux de la région du Nord-Est du Brésil, notamment dans l'État de Pernambuco. La CMN vise à transformer la société en s'attaquant aux inégalités de genre, de race, de classe et d'ethnicité, en élargissant la représentation politique des femmes, et en soutenant des initiatives menées par des femmes.

MOVIMIENTO DE MULHERES CAMPONESAS (BRÉSIL)

<http://www.mmcbrasil.br/site/>

Le Movimento de Mulheres Camponesas (mouvement pour les femmes en régions rurales) est une association de membres qui œuvre dans les domaines de la souveraineté alimentaire, de la sécurité alimentaire et de la violence conjugale. Ses membres sont toutes des paysannes qui déterminent le programme de l'organisation et élaborent des stratégies claires pour augmenter la sécurité alimentaire et l'indépendance des femmes. Le MMC se concentre sur la violence contre les femmes, le manque d'accès des femmes à du soutien financier, le manque de contrôle des femmes sur la production alimentaire familiale et l'utilisation abusive de pesticides chimiques.

ASSOCIATION MUNYU DES FEMMES DE LA COMOÉ (BURKINA FASO)

<http://www.munyu-burkina.org/>

MUNYU a été créée en 1992 dans le but de faire avancer les droits des femmes, notamment en matière de droits sociaux et économiques, l'alphabétisation et l'éducation des femmes. MUNYU soutient 180 groupes de femmes et compte 10 000 membres dans trois provinces, dont 95 % vivent en région rurale. En ce qui concerne le domaine de la sécurité alimentaire, MUNYU soutient des coopératives de femmes en leur offrant les moyens de cultiver des parcelles communautaires, d'accéder au microcrédit et d'utiliser leur unité de transformation des aliments à Banfora.

FÉDÉRATION DES FEMMES RURALES (BURKINA FASO)

La Fédération des femmes rurales est un réseau composé de femmes provenant de 14 différentes fédérations agricoles. Elle compte 5 600 membres provenant de 28 des 45 provinces du Burkina Faso. La FFR travaille sur l'alphabétisation des femmes rurales, la sensibilisation

au VIH/SIDA, la santé des femmes et le leadership féminin. La FFR forme également des femmes dans les domaines des technologies agricoles, de la gestion et de la mise en marché, et vise à relancer les réserves de grains des femmes.

WOMEN IN LAW AND DEVELOPMENT IN AFRICA (BURKINA FASO)

<http://www.wildaf-ao.org/>

WILDAF Burkina Faso a été créée en 1998 comme chapitre national de Women in Law and Development in Africa, un réseau panafricain de droits des femmes. Au Burkina Faso, WILDAF est un réseau de 25 organisations, dont des associations d'avocates, de professeures, d'infirmières et de groupes d'alphabétisation en régions rurales. L'organisme se concentre sur l'accès à la propriété et les droits fonciers des femmes, ainsi que sur les droits économiques et politiques des femmes. WILDAF fournit également de la formation juridique aux femmes en milieu rural, lesquelles travaillent ensuite à éduquer leur communauté sur la violence contre les femmes.

ASOCIACIÓN MELIDA ANAYA MONTES (EL SALVADOR)

« Las Melidas » est une organisation féministe qui fait la promotion du leadership des femmes, offre de la formation pour accroître leur participation politique et les mobilise pour réclamer leurs droits à l'échelle locale et nationale. L'organisation soutient les projets productifs dans les zones rurales, met la priorité sur la prévention de la violence contre les femmes et fait la promotion des droits sexuels et reproductifs des femmes, et ce, en plus d'offrir aux femmes des formations sur la préparation aux catastrophes. Il y a actuellement 5 800 femmes affiliées à l'organisation, dont 70 % proviennent de régions rurales.

INSTITUTO DE INVESTIGACIÓN, CAPACITACIÓN Y DESARROLLO DE LA MUJER (EL SALVADOR)

<http://imuelsalvador.org/>

L'IMU est une organisation féministe qui travaille à promouvoir la citoyenneté active des femmes et à renforcer les mouvements de femmes. Elle fait la promotion des droits économiques et de l'autonomie financière des femmes en se concentrant sur l'économie des soins et ses liens avec la sécurité alimentaire. L'IMU soutient des projets agro écologiques et des initiatives de préparation aux catastrophes, en plus de travailler sur les droits sexuels et reproductifs des femmes et de faire du plaidoyer pour faire avancer droits des femmes.

MOVIMIENTO SALVADOREÑO DE MUJERES (EL SALVADOR)

<http://www.mujeresmsm.org/>

Le mouvement pour les femmes salvadoriennes est une organisation

fondée en 1988 pour promouvoir les droits des femmes dans les régions rurales et urbaines. Elle met en œuvre une variété de projets visant à renforcer le tissu social des communautés, à favoriser le développement personnel des femmes et la sensibilisation à leurs droits, et à aider les femmes et les jeunes à s'organiser pour améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir l'entrepreneuriat collectif. Le MSM présente une approche éco féministe et sensibilise le public à la protection des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques.

SECRETARÍA DE LA MUJER DE LA ASOCIACIÓN DE COMUNIDADES PARA EL DESARROLLO DE CHALATENANGO (EL SALVADOR)

Le CCR travaille dans le département de Chalatenango depuis 1989. Il a été fondé par les cinq premières communautés ayant repeuplé le département à partir des camps de réfugiés au Honduras et il est aujourd'hui composé de membres dans 110 communautés et 22 municipalités. Ensemble, ces communautés font la promotion de l'organisation communautaire de proximité, de l'éducation, de la formation en leadership, de la participation civique et de l'autonomisation. Le comité des femmes du CCR réalise différents projets sur l'autonomisation des femmes en lien avec la sécurité alimentaire et le microcrédit.

WOMEN'S ASSOCIATION OF TIGRAY (ÉTHIOPIE)

La Women's Association of Tigray est une grande association qui compte quelque 700 000 membres à travers l'état de Tigray, en Éthiopie. Établie en 1991, la WAT fait avancer l'égalité des femmes par la promotion de leur participation active dans les activités économiques et de prise de décisions. De plus, elle soutient la participation égale des femmes dans les espaces relatifs à la sécurité alimentaire, à la santé et à l'éducation, et ce, à tous les niveaux de gouvernement. La WAT est reconnu pour son travail de développement de technologies et de formation des femmes pour accroître leur productivité agricole.

ASOCIACIÓN DE MUJERES MADRE TIERRA (GUATEMALA)

L'AMMT est une association qui travaille avec les femmes paysannes, rurales et autochtones dans sept communautés de la côte sud du Guatemala. L'AMMT fournit principalement de la formation en matière de droits, d'éducation et de leadership politique pour les femmes. En réaction à l'insécurité alimentaire, l'AMMT encourage les familles à semer durant l'été de manière à avoir des récoltes avant la saison des pluies, réduisant ainsi le risque. L'AMMT a également développé un programme d'élevage de bétail qui a augmenté la résilience aux chocs alimentaires des femmes.

SOYNICA (NICARAGUA)

<http://www.soynica.org.ni/>

SOYNICA est un groupe de femmes qui travaille sur la souveraineté et la sécurité alimentaires, notamment l'éducation à la nutrition pour les familles en régions rurales et urbaines. SOYNICA éduque les ménages sur l'importance de l'allaitement et les liens entre la nutrition pendant la petite enfance et le développement du cerveau, et ce, en plus de faire la promotion de pratiques agricoles durables et écologiques. L'organisation a contribué à une campagne fructueuse pour faire adopter une loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires au Nicaragua en 2009.

ASSOCIATION NIGÉRIENNE POUR LE PROGRÈS ET LA DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES (NIGER)

L'Association nigérienne pour le progrès et la défense des droits des femmes a été fondée en 2001 en tant que petite association bénévole de promotion des droits des femmes. En réponse aux crises alimentaires récurrentes, l'ANPDDF s'est de plus en plus concentrée sur l'autonomisation économique des femmes, offrant de petits programmes de soutien aux veuves et aux ménages dirigés par des femmes. L'ANPDDF mène également des initiatives favorisant la participation politique des femmes et la sensibilisation à la violence contre les femmes, les mariages forcés et la répudiation des épouses.

COLLÈGE DES FEMMES DE LA PLATEFORME PAYSANNE DU NIGER

<http://www.pfpniger.org/>

Le Collège des femmes de la Plateforme paysanne du Niger (PPN) a été fondé en 2004 pour augmenter la représentation, la voix et le pouvoir décisionnel des femmes au sein de la PPN. Sa priorité est d'accroître l'indépendance financière des femmes des régions rurales en créant des liens entre les femmes productrices, en améliorant la communication entre les groupes de femmes rurales, et en rehaussant le profil et la visibilité des agricultrices.

COORDINATION DES ONG ET ASSOCIATIONS FÉMININES NIGÉRIENNES (NIGER)

<http://congafen.org/>

La CONGAFEN est un réseau de 56 organisations qui vise la promotion et la défense des droits des femmes et des enfants au Niger. Elle a été fondé en 1995 pour accroître la collaboration entre les organisations de femmes; développer la capacité des organisations de femmes et les aider à trouver du financement pour réaliser leurs activités; et servir de voie de communication entre les organisations de femmes et l'État nigérien. Les cinq domaines thématiques de la CONGAFEN sont la santé, l'éducation, l'environnement et l'agriculture, l'autonomisation économique et les droits de la personne.

RÉSEAU DES FEMMES POUR LA PAIX AU NIGER

Le Réseau des femmes pour la paix au Niger est une petite association de femmes gérée par des bénévoles, qui vise à promouvoir la participation des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix au Niger. Il défend également l'accès des femmes à la terre et à l'égalité en matière de droits fonciers et d'héritage, et ce, en plus de soutenir des petites activités génératrices de revenus pour aider les coopératives de femmes à amasser des fonds pour acheter des parcelles de terres.

FEDERACIÓN DE MUJERES DE ICA (PÉROU)

La FEPROMUICA a été fondée en 1989 pour contribuer à l'avancement des droits des femmes dans la région d'Ica au Pérou. Composée de 17 organisations membres autonomes, la FEPROMUICA cherche à aider les femmes à exercer leurs droits et à participer de façon égale à l'établissement d'une société démocratique. La FEPROMUICA contribue à la sécurité alimentaire de différentes façons, notamment par l'amélioration des conditions de travail des travailleuses agricoles, le respect du droit à l'alimentation des enfants, et la gestion d'un programme de micro-crédit qui améliore l'accès des femmes à la nourriture et aux ressources.

GROOTS PERÚ

GROOTS Perú est un réseau national de cinq organisations de femmes de proximité; c'est un membre de GROOTS International, un mouvement reliant les initiatives communautaires dans les zones pauvres de régions rurales et urbaines. GROOTS Perú travaille sur la résilience communautaire en facilitant le partage de pratiques de leadership efficaces dans les communautés; en œuvrant sur les droits à la terre et au logement, et sur la reforestation des jardins urbains et communautaires dégradés; en bâtissant des réseaux et des alliances entre les villes; et en soutenant des initiatives de souveraineté alimentaire et de production alimentaire des femmes.

WOMEN ON FARMS PROJET (AFRIQUE DU SUD)

<http://www.wfp.org.za/>

Fondé en 2002, la Women on Farms Project est une association de membres qui vise à satisfaire les besoins des femmes vivant et travaillant sur des fermes commerciales. WFP forme les femmes aux méthodes agro écologiques et améliore la sécurité alimentaire des femmes en les aidant à cultiver des légumes sur de petites parcelles de terre. WFP défend également sur le droit au logement, les droits fonciers et la sécurité des personnes vivant sur des fermes commerciales, en particulier les femmes. WFP emploie une approche explicitement féministe et crée des espaces dans lesquels les travailleuses agricoles occupent des postes de leadership.

FÉDÉRATION MAHA SHAKTHI (SRI LANKA)

Fondée en 2008, la fédération Maha Shakthi est une grande association d'épargne et de crédit située dans le district Kilinochchi de Wanni, au Sri Lanka. La FMS, qui est basé sur un modèle d'épargne et de crédit lancé en Inde, est composée de groupes de femmes comptant entre 16 et 20 membres chacun, et soutient plus de 2 000 femmes à l'aide de programmes d'autonomisation économique et sociale. La FMS aide les femmes à épargner, à accéder aux institutions de crédit et à améliorer leur situation économique de façon collective, et ce, en plus de créer un espace où les femmes peuvent discuter d'enjeux clés qui touchent les femmes et leur communauté.

NOTES

- ¹ À propos de l'enthousiasme croissant pour le concept de résilience dans les milieux du développement et de l'aide humanitaire, voir Christophe Béné, Andy Newsham et Mark Davies, « Making the Most of Resilience », *IDS In Focus Policy Briefing*, numéro 32 (2013), et Caroline Hargreaves, *The Concept of 'Resilience': Assessing the Applicability of the Discourse across the Development and Humanitarian Sectors* (London School of Economics and Political Science, 2012).
- ² Elaine Enarson et P.G. Dhar Chakrabarti (eds.), *Women, Gender and Disaster: Global Issues and Initiatives* (London: Sage, 2009).
- ³ Une description de chacune des 21 organisations interviewées est disponible en annexe.
- ⁴ Le Secretaría de la Mujer de la Asociación de Comunidades para el Desarrollo de Chalatenango (El Salvador) et le Collège des femmes de la plateforme paysanne du Niger.
- ⁵ <http://go.oxfam.ca/docs/learning-forum-on-wr-and-resilience-september-2013.pdf>
- ⁶ *Pas de hasard : Résilience et inégalités face au risque* (Oxfam, 2013), page 9.
- ⁷ Dans sa définition de la résilience, Oxfam insiste sur le fait que les femmes et les hommes pauvres et marginalisés devraient pouvoir non seulement survivre, mais prospérer malgré les chocs, les pressions et l'incertitude.
- ⁸ *Measuring Resilience: A Concept Note on the Resilience Tool* (Rome : FAO, 2010).
- ⁹ *2009 UNISDR Terminology on Disaster Risk Reduction* (Genève : UNISDR, 2009).
- ¹⁰ *Pas de hasard*, page 4.
- ¹¹ Dans *Pas de hasard*, Oxfam définit le risque comme une association des conséquences d'un événement et de la probabilité de sa survenue. Le risque est considéré comme une composante de l'ampleur des chocs/pressions, de l'exposition de la population, des biens et des services, et de la vulnérabilité face à ces chocs/pressions, compensée par la capacité à y faire face et à y réagir.
- ¹² Trust for Community Outreach and Education.
- ¹³ Marthe Diarra Doka, Djibrilla Madougou et Alexandre Diouf, *Crise alimentaire, genre et résilience au Sahel : Enseignements tirés de la crise de 2012 au Burkina Faso, Mali et Niger* (Oxfam, 2014).
- ¹⁴ Eric Neumayer et Thomas Plümper, (2007), *The gendered nature of natural disasters: the impact of catastrophic events on the gender gap in life expectancy, 1981–2002*, *Annales de la Association of American Geographers*, 97 (3): pp. 551-566.
- ¹⁵ *Pas de hasard*, page 3.
- ¹⁶ Katherine Marshall, *Bridging the divide in the field of humanitarianism and development*. (Georgetown University, 2012)
- ¹⁷ Mia Vukojević, *A Critical Analysis of the Humanitarian Response Approach of Central American Women's Rights Organizations* (Oxfam Canada, 2013).
- ¹⁸ Voir Enarson Dhar Chakrabarti, *Women, Gender and Disaster*, et Suranjana Gupta et Irene S. Leung, *Turning Good Practice into Institutional Mechanisms: Investing in Grassroots Women's Leadership to Scale Up Local Implementation of the Hyogo Framework for Action* (La Huairou Commission et GROOTS International, 2013).
- ¹⁹ *Women's Views from the Frontlines* (La Huairou Commission, 2009).
- ²⁰ Consulter par exemple J. Cupples, « Gender and Hurricane Mitch: reconstructing subjectivities after disaster », *Disasters* 31:2 (2007), et B. Asaki et S. Hayes, « Leaders, not clients: grassroots women's groups transforming social protection », *Gender & Development* (2011).
- ²¹ *The Disaster Risk Reduction Process: A Gender Perspective* (Gender and Disasters Network, 2009), page 5.
- ²² ORMUSA n'a pas été sondée dans le cadre de cette recherche, mais a participé à un projet de recherche antérieur qu'Oxfam Canada a mandaté sur l'approche d'intervention humanitaire des organisations de droits des femmes en Amérique centrale. Mia Vukojević, *A Critical Analysis of the Humanitarian Response Approach of Central American Women's Rights Organizations* (Oxfam Canada, 2013).
- ²³ Consulter par exemple *What Communities Want: Putting community resilience priorities on the agenda for 2015* (La Huairou Commission, 2013).
- ²⁴ *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes* (Institute of Development Studies and Center for Social Protection, 2012).
- ²⁵ *Review article: resilience, poverty and development* (Journal of International Development, 2014).
- ²⁶ *Pas de hasard*, page 4.
- ²⁷ Rebecca Holmes, Nicola Jones et Hannah Marsden, *Gender vulnerabilities, food price shocks and social protection responses* (Overseas Development Institute, 2009).
- ²⁸ Le travail de GROOTS International et du Gender and Disaster Network mérite une mention toute particulière.
- ²⁹ *Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive: Policy and Practical Guidelines* (Nations Unies, 2009).

© Oxfam Canada septembre 2014

Ce document a été rédigé par Lauren Ravon.

Oxfam Canada reconnaît la précieuse contribution de Beatriz Gonzalez, Ann Witteveen, Sarah Bellemare, Sarah Lajoie-Flyng, Caroline Marrs, Melisa Handl, Chih Chen ainsi que de nombreuses autres personnes de l'organisation. Un grand merci à toutes les organisations de femmes qui ont partagé leurs expériences et leurs points de vue.

Pour toute information complémentaire, veuillez écrire à info@oxfam.ca.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Oxfam Canada demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour utiliser des copies dans toute autre circonstance, ou pour la réutilisation dans d'autres publications, traduction ou l'adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Publié par Oxfam Canada en septembre 2014. Oxfam Canada, 39 avenue McArthur, Ottawa, K1L 8L7, Canada.

Ces travaux de recherche ont été réalisés avec l'appui financier du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Ce document est également disponible en anglais et en espagnol.